

APPEL UNANIME DE LA CAN DU SNESUP FAIRE RECULER LE POUVOIR

Les puissantes manifestations de juin, septembre et octobre contre le projet injuste et inacceptable de destruction de notre système de retraite ont été des succès incontestables. Le gouvernement, bafouant la démocratie sociale et parlementaire, veut ignorer le rejet massif de son projet. Au service des marchés financiers et sous la pression des agences de notation, il fait le choix d'imposer l'austérité et de faire payer le prix de la crise à tous les salariés, les retraités, la jeunesse.

Dans toute l'Europe, de nombreuses organisations syndicales, dont la CES, ont condamné la responsabilité des marchés financiers dans la crise économique et sociale. Dans des termes sans appel, elles ont dénoncé les effets des plans d'austérité sur l'économie, et les risques sur l'emploi et l'appareil productif. Alors que les banques ont fait l'objet d'un sauvetage sans précédent et qu'elles retrouvent le chemin du profit, la crise est un prétexte à l'échelle européenne pour imposer des restructurations et les suppressions d'emplois, détruire les services publics et les systèmes de solidarité sociale.

Le président de la République et sa majorité parlementaire ont perdu la bataille des idées. En réelle difficulté le pouvoir multiplie les attaques tous azimuts, notamment xénophobes et sécuritaires. Dans la cohérence de sa politique, le gouvernement accélère également la destruction de l'enseignement supérieur et de la recherche publics. Allant jusqu'à remettre une fois de plus en cause l'héritage universitaire de mai 68, la Ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche dresse un bilan de son action aux antipodes de la réalité vécue par des collègues aux libertés entravées, écrasés par la bureaucratie, l'autoritarisme et l'alourdissement des charges, directement liés à la loi "LRU" et au passage aux "Responsabilité et Compétences Elargies".

De la voix même de la Ministre, la loi « LRU », le « plan campus », et désormais les « initiatives d'excellence » sont « un outil pour redessiner le paysage universitaire, en favorisant le regroupement ». Cette politique discriminatoire, faisant miroiter la concrétisation de projets liés au "grand emprunt" détourne les ressources du service public et cherche à imposer de nouveaux reculs en termes de collégialité et de démocratie. Elle est inefficace tant pour les formations que pour la recherche.

L'imposture de la "mastérisation" de la formation des enseignants se révèle pleinement : détresse des jeunes enseignants mis devant une classe sans la moindre formation et des acteurs de la formation des maîtres, kyrielle de formations bricolées pour l'occasion, déstructuration de la recherche. A cette catastrophe pour le service public d'éducation, s'ajoute un budget d'austérité pour le service public (31500 suppressions d'emploi, dont 16000 à l'Education Nationale) et inédit dans l'enseignement supérieur.

Il apparaît aujourd'hui clairement qu'il est nécessaire, pour obtenir le retrait du projet de destruction des retraites, de franchir un degré supplémentaire dans ce conflit majeur dont les enjeux n'échappent à personne.

Ce contexte impose et rend possible l'élargissement et l'élévation des mobilisations au niveau nécessaire. Le SNESUP appelle à :

- faire de la journée de grève et de manifestations du 12 octobre une journée de mobilisation d'une ampleur sans égale par l'engagement de chacun de nous (participation aux débats en AG, distribution de tracts...);
- multiplier les AG dans les établissements permettant de mettre démocratiquement en débat les suites à donner ;
- prendre part à la construction d'initiatives locales unitaires.

En prévision, il suggère entre autres :

- la diffusion large et régulière des actions proposées localement en interprofessionnel
- un travail d'information et de débat auprès des étudiants et des personnels
- l'établissement d'une caisse de grève.

Les appels à la grève reconductible dès le 12 octobre se multiplient (transports, énergie...). Le SNESUP est prêt à s'engager, dès le 13 octobre dans la reconduction des mobilisations et de la grève dans l'enseignement supérieur. Il appelle les syndiqués et les collègues à débattre, en recherchant l'unité avec les personnels et les étudiants, des conditions de sa réussite et à décider de sa mise en œuvre.

Paris, le 8 octobre 2010.